Cahier de doléances du Tiers État d'Henneveux-en-Boulonnois (Pas-de-Calais)

Nous propriétaires, cultivateurs et habitans de la paroisse d'Henneveux-en-Boulonnois, tous François et âgés de vingt-cinq ans, soussignés, sommes assemblés pardevant Antoine Caron, procureur d'office de cette seigneurie, pour nous conformer à l'arrêt du Conseil et à l'ordonnance de M. le Sénéchal du Boulonnois, à l'effet de dresser le cahier de nos plaintes et doléances pour être porté à l'assemblée de la province par nos députés. Elle se consiste en ce qui suit :

1. Nous demandons avec instance la suppression des harats, comme très préjudiciable à nos intérêts et oprésif.
2. La suppression des charges de huissier-priseur-vendeur, qui occasionnent des abus journaliers par les vexations que nous éprouvons de la part de ceux qui les possèdent, surtout lorsque nous refusons de souscrire aux sommes qui nous demandent tant pour les frais de vente que pour le recouvrement des deniers qui sont toujours exorbitant. La plupart de ceux qui possèdent ces charges étant de la ville et n'ayant aucune connaissance des effets de la campagne s'empresse d'adjuger, surtout lorsqu'ils ont à se plaindre de nos refus, ce qui nous est d'un très grand préjudice.
3. Nous réclamons contre les perceptions arbitraires et oppressives de droit de contrôle, contre les acquits-à-cautions qu'on exige de nous lorsque nous menons nos bestiaux aux foires, et en général contre les vexations de toute espèce que nous éprouvons de la part des commis des Fermes.
4. Nous demandons que toutes les lois concernant la police de la campagne aient toute leur vigueur, et qui soient prononcées des peines rigoureuses contre ceux qui contreviendraient ; que la chasse soit défendue sous les mêmes peines jusqu'à ce que les grains soient coupés.
5. Nous avons aussi à nous plaindre de ce qu'on détruit nombre de petites maisons pour les réunir à des plus grandes, ce qui fait tort à l'agriculture et diminue la population.
6. Demandons que le droit de francs-fiefs et collatérale soit supprimée, comme donnant lieu à une recherche continuelle et très oppressive de la part des contrôleurs.
7. Demandons à avoir un nouveau code de loi où chaque individu puisse y élire ses droits, sans être obligé d'avoir recours à des gens d'affaire qui souvent vous induisent en erreur et vous jettent dans des procès toujours ruineux pour ceux qui succombent ; que toutes les affaires soient jugées dans l'année de leurs instances.
8. Que les cultivateurs soient dispensés des corvées pour rétablissements de chaussées et chemins de communications ; le droit d'octroi doit y suffire.
9. Nous demandons la diminution de droit sur le cuir.
10. La suppression du droit d'échange, pour faciliter aux propriétaires de rapprocher leurs terres.
11. Nous nous plaignons de la rareté et cherté du bois qui n'a point de prix fixe, et que les marchands vendent tant qu'ils jugent à propos ; qu'il soit fait défense aux marchands qui exploitent¹ le bois taillis des seigneurs et le bois de Sa Majesté de le convertir en charbons (qu'ils font transporter chez l'étranger) avant que la province soit pourvue.

¹ exploitent

12. La récolte annuelle de notre paroisse n'est pas suffisante pour entretenir le peuple qui l'habitent.

13. Nous avons encore à nous plaindre de ce qu'on nous oblige à l'entretien de presbitaire et d'église, tandis que les chanoines et chapitre de Boulogne et l'abbaye de Longvillier en perçoivent les dixmes, il sont plus commode que nous.

14. Remontre à Sa Majesté qu'il y a quantité d'abbaye et maisons religieuses qu'ils ont des revenus au-dessus de ce qu'il peut suffire pour l'entretien de leur états.

Fait et arrêté à Henneveux, le huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, et avons signés.